



Retraite des fonctionnaires : assez de spéculation politicienne !

A cette heure la FSU n'est pas invitée à la réunion de ce vendredi, organisée sous l'égide du Premier ministre et devant débattre de la méthode prétendument inédite pour envisager les possibilités de sortir de la crise sociale durablement inscrite par le passage en force sur la réforme des retraites de 2023.

En « oubliant » de convier la FSU, le signal politique envoyé est double.

D'une part, il est clair qu'il y a une volonté de division de l'intersyndicale de 2023 dont la force a été de répondre à la hauteur de l'espoir et de l'exigence très majoritaire dans le monde du travail.

D'autre part, il y a également là une des premières conséquences pratiques de l'opération idéologique en cours et qui vise à spéculer politiquement sur les pensions des fonctionnaires. Non, il n'y a pas de « déficit caché » des pensions civiles ! Il y a des choix budgétaires faits par les gouvernements successifs, aussi bien en dépenses qu'en recettes.

Si le premier recul sur les suppressions de postes à l'Education nationale et la perspective de ne pas imposer 2 jours de carence en plus sont évidemment positifs, cela ne saurait suffire. Certaines mesures Kasbarian seraient conservées et aucune intention n'est affichée quant aux mesures nécessaires de revalorisation des carrières et des rémunérations. Pourtant, l'urgence de sortir de la crise sociale d'attractivité de la Fonction publique s'impose à qui est attaché à la préservation du modèle social du pays et à la réduction des inégalités qu'il permet.

Dans un tel contexte, il est inacceptable de voir revenir les spéculations politiques sur le régime de retraite des fonctionnaires et de tous les agents et salariés au service des usagers (agents contractuels, salariés de droit privé...). Il y a lieu pourtant de défendre les droits familiaux et conjugaux et de réparer l'injustice faite aux femmes fonctionnaires qui partent en retraite en ce qui concerne la bonification pour enfants depuis 2004. Les sujets sont nombreux.

Par ailleurs la FSU rappelle sa revendication d'abrogation de la réforme des retraites de 2023.

La FSU demande au Premier ministre de respecter la représentativité que lui ont donnée les élections professionnelles dans la Fonction publique en lui permettant de faire valoir les mandats donnés par les personnels dans les réunions qu'il organise sur les retraites à compter de ce vendredi. Ce serait le signe d'un minimum de respect des agent-es de la Fonction publique. Le premier ministre ne cesse d'en appeler à la revitalisation de la démocratie notamment par l'écoute respectueuse et le dialogue exigeant. Qu'il mette ses paroles en adéquation avec ses actes sans quoi, la crise sociale et démocratique ne pourra que s'aggraver.